

Faits marquants

Ce bulletin d'information vous présente des statistiques exclusives sur la garantie des salaires et les activités de l'AGS dans le cadre des procédures collectives. Les évolutions chiffrées sont indiquées sur 12 mois glissants, c'est-à-dire les 12 derniers mois arrêtés à la fin du 2^e trimestre et du 3^e trimestre 2013, afin de fournir des résultats qui tiennent compte des délais nécessaires à la transmission des informations entre les différents intervenants des procédures collectives et à leur enregistrement.

Poursuite de l'augmentation des interventions AGS

Malgré le rebond de croissance de +0,5% observé par l'INSEE au 2^e trimestre 2013, la situation économique actuelle reste tendue comme l'atteste la persistante évolution à la hausse du nombre de défaillances d'entreprises : le cumul sur 12 mois à fin juin 2013 a ainsi augmenté de +4,7% par rapport à fin juin 2012 (Source : Banque de France). Directement impactées, les interventions AGS continuent également à croître.

L'augmentation du nombre d'affaires AGS ouvertes sur 12 mois glissants en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire s'établit à +3,9% à fin juin 2013. Dans le même temps, le nombre d'interventions en procédure de sauvegarde a connu un accroissement de +10,3%. Au regard des chiffres provisoires du 3^e trimestre 2013, cette tendance à la hausse devrait perdurer, et ce quel que soit le type de procédure.

Initiée à la fin du 1^{er} trimestre 2012, l'augmentation du nombre de salariés bénéficiaires de la garantie AGS sur 12 mois glissants

se poursuit, mais à un rythme de moins en moins soutenu au fil du temps : +0,6% à fin septembre 2013 contre +2,9% à fin juin 2013.

Avances en hausse, récupérations à un niveau record

Dans ce contexte d'accroissement durable des interventions AGS, le montant global avancé continue à progresser pour s'établir à plus de 2,1 milliards d'euros sur les 12 derniers mois, soit une évolution annuelle de +6,8%. Sur la même période, avec un montant récupéré de 756,2 millions d'euros, les récupérations, mécaniquement liées aux avances réalisées, augmentent de +9,5% pour atteindre un niveau record.

Thierry Méteyé

Directeur national de la Délégation Unédic AGS

Indicateurs

Dépenses et encaissements de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013

Avances

2 145,7 M€

+6,8%

Récupérations

756,2 M€

+9,5%

Bénéficiaires

278 751

salariés

+0,6%

Evolution des procédures collectives avec intervention de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013

Liquidations
judiciaires

14 319

affaires AGS ouvertes

+6,4%

Redressements
judiciaires

9 562

affaires AGS ouvertes

+0,4%

Montant des cotisations

sur 12 mois glissants : du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2013

Cotisations

1 423,4 M€

Taux de cotisation

0,30%

(depuis le 1^{er} avril 2011)

Evolution des procédures de sauvegarde

sur 12 mois glissants : du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013

Sauvegardes

1 580

procédures

+8,4%

Evolution du nombre d'affaires ouvertes au titre de la garantie AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire

Statistiques

Nombre d'affaires AGS ouvertes	Données au 2 ^e trimestre 2013						Données provisoires au 3 ^e trimestre 2013				
	Avril	Mai	Juin	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants	Juillet	Août	Sept.	Cumul	
				2 ^e trim. 2013	12 mois glissants					3 ^e trim. 2013	12 mois glissants
Liquidation Judiciaire d'office	1 216	1 043	1 188	3 447	14 319	+6,4%	1 180	385	506	2 071	13 309
Redressement Judiciaire	803	670	689	2 162	9 562	+0,4%	816	207	331	1 354	8 799
Total	2 019	1 713	1 877	5 609	23 881	+3,9%	1 996	592	837	3 425	22 108

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 30 septembre 2013).

Champ. Les statistiques sur les affaires ouvertes au titre de la garantie AGS une période donnée (trimestre ou année) concernent les entreprises défailtantes pour lesquelles le jugement d'ouverture d'une procédure collective (liquidation judiciaire d'office ou redressement judiciaire) a été prononcé au cours de la période et qui ont fait l'objet d'une demande d'avance au 30 septembre 2013. **Avertissement.** Ces statistiques sont susceptibles d'évoluer, essentiellement pour le 3^e trimestre 2013, en raison de la transmission des relevés de créance par les mandataires judiciaires à la Délégation Unédic AGS qui peut être postérieure à la date d'arrêt des données. Même si elles ne sont pas totalement figées, les évolutions fournies sur 12 mois glissants indiquent des tendances fiables.

Faits marquants

Augmentation du nombre d'affaires AGS ouvertes sur 12 mois glissants

Le nombre d'interventions AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire est en progression avec une évolution annuelle de +3,9% à la fin du 2^e trimestre 2013 et de +2,3% à la fin du 1^{er} trimestre 2013.

Cette hausse est plus prononcée pour les liquidations judiciaires dont l'accroissement est supérieur de 6 points fin juin 2013 à celui des redressements judiciaires.

Tendance

Vers une poursuite de la hausse du nombre d'affaires AGS ouvertes

Les chiffres provisoires du 3^e trimestre 2013 (arrêtés au 30 septembre 2013) indiquent un probable maintien de la tendance à la hausse du nombre d'interventions AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire : 22 108 affaires ont déjà été ouvertes sur les 12 derniers mois, soit une hausse de +5,7% par rapport aux données provisoires des 12 mois précédents (chiffres arrêtés au 30 septembre 2012).

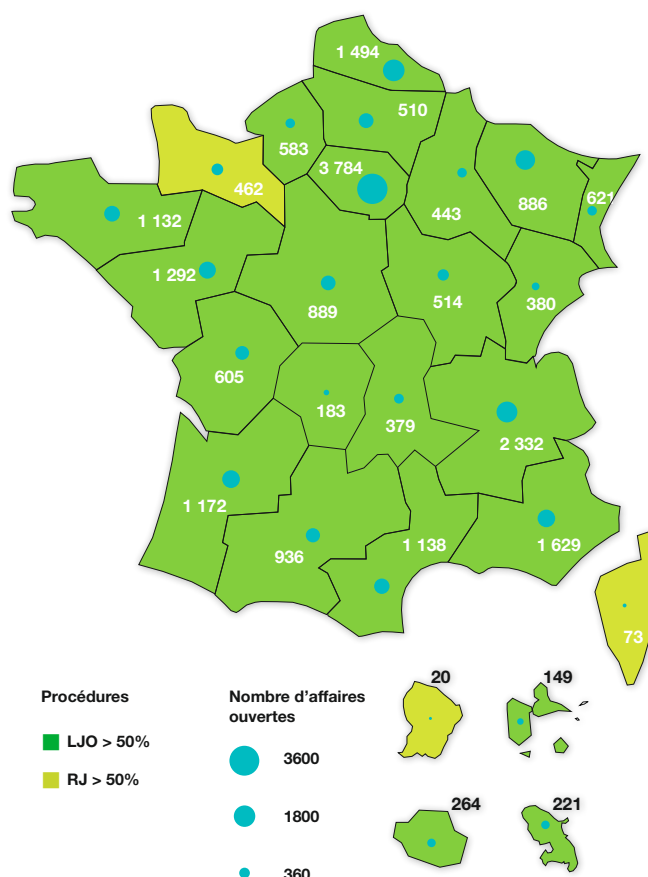
Focus

Liquidations judiciaires d'office : part prépondérante des entreprises de moins de 5 ans

A la fin du 3^e trimestre 2013, 47,9% des affaires AGS ouvertes sur les 12 derniers mois portent sur des entreprises de moins de 5 ans et 27,8% sur des entreprises de 10 ans et plus. Les entreprises de moins de 5 ans d'existence restent toutefois prépondérantes dans les liquidations judiciaires d'office (52,5%) alors que les redressements judiciaires se rapportent majoritairement à des entreprises de 5 ans et plus (59,1%).

Cartographie régionale

Nombre d'affaires AGS ouvertes en RJ et LJO par région au 30 septembre 2013 (sur 12 mois glissants)



Les régions où le nombre d'affaires AGS ouvertes sur les 12 derniers mois (données provisoires) est le plus élevé sont l'Île-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Nord-Pas-de-Calais. Par ailleurs, la proportion des liquidations judiciaires d'office dans ces procédures est prédominante dans la quasi-totalité des régions, à l'exception de la Basse-Normandie, de la Corse et de la Guyane qui ont une part de redressements judiciaires supérieure ou égale à 50% sur la période.

Evolution du nombre de procédures de sauvegarde ouvertes et d'interventions AGS en procédure de sauvegarde

Statistiques

	Données au 2 ^e trimestre 2013						Données provisoires au 3 ^e trimestre 2013				
	Avril	Mai	Juin	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants	Juillet	Août	Sept.	Cumul	
				2 ^e trim. 2013	12 mois glissants					3 ^e trim. 2013	12 mois glissants
Procédures de sauvegarde *	169	124	121	414	1 580	+8,4%	181	56	122	359	1 595
Dont interventions de l'AGS **	23	10	9	42	300	+10,3%	2	1	1	4	222

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 30 septembre 2013).

Avertissement. Ces statistiques sont susceptibles d'évoluer en raison des délais suivants : * la publication de la procédure de sauvegarde par le Greffe peut être postérieure à la date d'arrêt des données ; ** la conversion en redressement ou liquidation judiciaire et la transmission des relevés de créance par le mandataire judiciaire à la Délégation Unédic AGS peuvent être postérieures à la date d'arrêt des données. Même si elles ne sont pas totalement figées, les évolutions fournies sur 12 mois glissants indiquent des tendances fiables.

Faits marquants

Hausse du nombre de procédures de sauvegarde sur 12 mois glissants

Avec une évolution annuelle de +8,4% à fin juin 2013 contre +12,7% à fin mars 2013, l'augmentation du nombre de sauvegardes sur 12 mois glissants se poursuit mais s'atténue quelque peu. Le nombre de ces procédures ayant fait l'objet d'une intervention de l'AGS suit une tendance similaire : +10,3% à fin juin 2013 contre +19,4% à fin mars 2013.

Sur les 42 interventions de l'AGS dans des procédures de sauvegarde ouvertes au 2^e trimestre 2013, 21 ont été réalisées pendant la période d'observation.

Sur les 12 mois arrêtés à la fin du 2^e trimestre 2013, les régions cumulant le plus grand nombre d'interventions AGS

en procédure de sauvegarde sont l'Ile-de-France avec 13,0% des interventions, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 12,7%, et Rhône-Alpes avec 11,0%.

Tendance

Vers une poursuite de l'augmentation du nombre de procédures de sauvegarde

Au vu des chiffres provisoires du 3^e trimestre 2013 (arrêtés au 30 septembre 2013), le nombre de sauvegardes devrait continuer à augmenter : 1 595 procédures ont déjà été ouvertes sur les 12 derniers mois, soit une hausse de +8,7% par rapport aux données des 12 mois précédents (chiffres arrêtés au 30 septembre 2012).

Salariés

Evolution du nombre de salariés ayant nécessité l'intervention de la garantie AGS et du nombre de licenciements

Statistiques

Nombre de bénéficiaires de la garantie AGS	Juillet	Août	Sept.	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants
				3 ^e trim. 2013	12 mois glissants	
	26 654	16 148	14 052	56 854	278 751	+0,6%

Source. Délégation Unédic AGS.

Nombre de licenciements dans les affaires AGS	Avril	Mai	Juin	Cumul		Evolution annuelle 12 mois glissants
				2 ^e trim. 2013	12 mois glissants	
	11 579	10 588	10 297	32 464	130 130	+3,4%

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 30 septembre 2013).

Avertissement. Les statistiques sur le nombre de licenciements sont susceptibles d'évoluer en raison du délai d'établissement et de la transmission des relevés de créance par les mandataires judiciaires à la Délégation Unédic AGS qui peuvent être postérieurs à la date d'arrêt des données. Ces chiffres ne s'analysent définitivement qu'avec un recul de 6 mois minimum.

Bénéficiaires

Faible hausse du nombre de bénéficiaires

La hausse du nombre de salariés bénéficiaires de la garantie AGS sur 12 mois glissants, amorcée à la fin du 1^{er} trimestre 2012, se poursuit, mais à un rythme de plus en plus ralenti : +0,6% au 30 septembre 2013 contre +2,9% au 30 juin 2013 et +5,9% au 31 mars 2013.

Licenciements

Le nombre de licenciements est en augmentation de +3,4% sur 12 mois glissants à fin juin 2013.

Bénéficiaires : salariés ayant reçu au moins un paiement au titre de la garantie des salaires au cours de la période de référence. / **Licenciements** : concernent les salariés ayant une date de rupture du contrat de travail (CDI ou CDD) dans la période de référence.

Les interventions AGS dans le secteur de l'hébergement et restauration

Evolution

Hausse significative des interventions

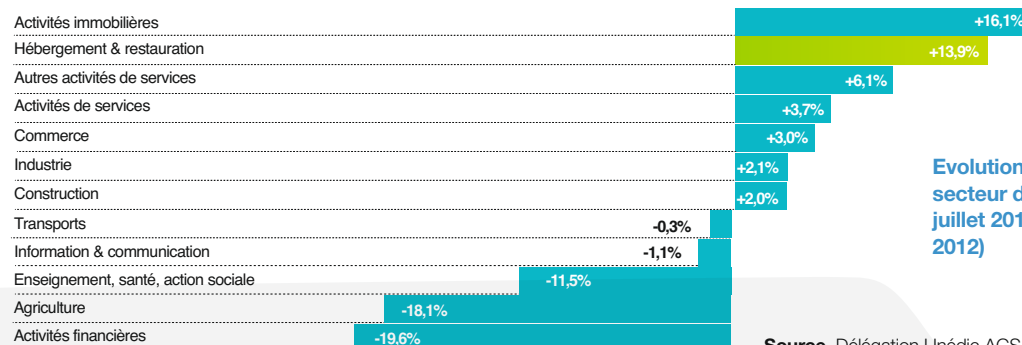
Selon la Banque de France, à fin juin 2013, le nombre de défaillances d'entreprises dans le secteur de l'hébergement et restauration a augmenté sur 12 mois glissants de +9,4%. Dans le même temps, les affaires ouvertes au titre de la garantie AGS pour ce secteur, qui représentent 12,0% de l'ensemble des interventions répertoriées du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013, ont nettement progressé (+13,9%). Seul le secteur des activités immobilières a connu de plus fortes hausses sur la période (+16,0% en matière de défaillances d'entreprises et +16,1% au niveau des interventions AGS). A l'inverse, le secteur des

activités financières a enregistré les baisses les plus importantes avec respectivement -7,4% et -19,6%.

A noter

Part relativement faible du total des avances effectuées

Au 30 septembre 2013, le montant des avances effectuées dans les affaires AGS ouvertes du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 pour des entreprises du secteur de l'hébergement et restauration s'élève à un peu plus de 50 millions d'euros, soit 3,9% du montant total des avances réalisées à cette date pour l'ensemble des procédures ouvertes sur la période.



Evolution des interventions AGS par secteur d'activité (sur 12 mois glissants : juillet 2012 à juin 2013 / juillet 2011 à juin 2012)

Source. Délégation Unédic AGS

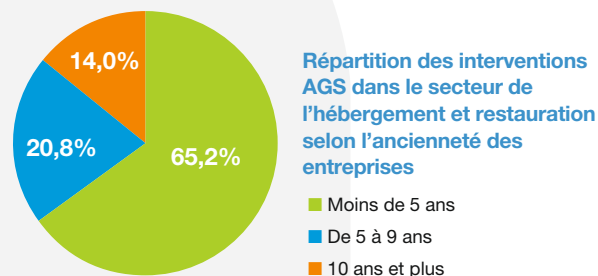
Caractéristiques

Des entreprises jeunes et de petites tailles

Dans le secteur de l'hébergement et restauration, les entreprises ayant moins de 5 salariés représentent 3/4 des affaires ouvertes au titre de la garantie AGS alors que la part des entreprises de 10 salariés et plus s'élève à 7,7% (contre respectivement 64,3% et 15,8% pour l'ensemble des affaires). Une majorité de ces interventions concerne de jeunes entreprises : 65,2% ont moins de 5 ans d'existence alors que 14,0% en ont 10 et plus (contre 47,6% et 27,6% pour le total des affaires).

La répartition selon le stade d'ouverture de la procédure ne fait pas apparaître de différence majeure avec celle calculée pour l'ensemble des affaires ouvertes au titre de la garantie AGS sur la période d'analyse : 56,6% sont des liquidations judiciaires, 42,8% des redressements judiciaires et seulement 0,6% des sauvegardes.

Les régions cumulant le plus grand nombre d'interventions AGS dans le secteur de l'hébergement et restauration sont la région Rhône-Alpes avec 10,7% des interventions, l'Ile-de-France avec 10,3%, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 8,7%, et la Bretagne avec 7,7%.



Source. Délégation Unédic AGS

Champ. Ces statistiques concernent les entreprises défaillantes du secteur de l'hébergement et restauration pour lesquelles le jugement d'ouverture d'une procédure collective (liquidation judiciaire, redressement judiciaire ou sauvegarde) a été prononcé entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013 et qui ont fait l'objet d'une demande d'avance au 30 septembre 2013.